



#### FICHE PROJET

Intitulé du projet	Réhabilitation de l'ancienne gendarmerie en 7 logements
Porteur de projet	Commune de Fontaine-Française
Date de dépôt du dossier	25/04/2019
Coût total éligible	601 680,84 €
Subvention FEADER	11 173,30 €
Taux d'intervention du FEADER	1,86 %
Date de présentation en CRP	consultation écrite du CRP du 3 au 10 septembre 2020

#### SYNTHESE DU PROJET

La commune de Fontaine-Française (21) a déposé une demande de subvention pour la réhabilitation de l'ancienne gendarmerie en 7 logements afin de favoriser l'accès à la population en milieu rural à des logements adaptés aux besoins peu consommateurs en énergie.

Une surface de 1 725 m<sup>2</sup>, à proximité du centre bourg, sera transformée en 7 logements.

Les enjeux et les objectifs de ce projet, en termes de logements et d'écologie, sont nombreux et décrits dans le dossier de demande d'aide.

Le bâtiment initial a une consommation de 303,92 kWh/m<sup>2</sup>.an (niveau pondéré). Les travaux permettront d'atteindre une consommation énergétique de 59,08 kWh/m<sup>2</sup>.an (avant pondération), ce qui signifie un gain de près de 77 %.

Le projet est donc conforme aux éco-conditions.

#### AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Éligibilité du porteur de projet, de la demande, des dépenses.

La commune où se trouve l'ancienne gendarmerie fait partie de la liste des villes et bourgs centres ruraux de Bourgogne et est qualifiée de pôle de proximité.

Le projet est en cohérence avec le SRADDT et le SRCAE.

#### AVIS DU COMITE DE SELECTION

Comité de sélection du jeudi 26 mars 2020

Note obtenue : 40/60

Note minimale : 30/60

Le projet est sélectionné.

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

##### - DEPENSES

Assiette totale éligible retenue affichée en montant HT.

Le coût total du projet présenté par le porteur est de 1 046 601,02 € mais le coût total éligible raisonnable retenu est de 601 680,84 €.

En effet, six dépenses inéligibles au PDR sont retirées : contrôle technique, SPS et lots de travaux 1 (démolition), 13 (espaces verts), 14 (kitchenette) et 15 (poêle à granules).

Ensuite, la maîtrise d'œuvre, le diagnostic amiante et le sondage plancher (études planification), dépenses éligibles au PDR, sont retirées car le caractère raisonnable des coûts n'est pas respecté.

Enfin, suite à l'analyse des marchés publics, une correction financière de 25% est appliquée aux lots de travaux restants (2 à 12, 16 et 17) pour irrégularité (négociation non prévue dans le règlement de consultation alors que le porteur a finalement négocié avec tous les candidats).

Postes de dépenses	Montants présentés HT	Montants éligibles raisonnables retenus HT
Aménagements espaces publics	3 322,48 €	0,00 €
Démolition	53 358,87 €	0,00 €
Etudes planification	1950,00 €	0,00 €
Frais généraux	93 348,75 €	0,00 €
Travaux	894 620,92 €	601 680,84 €
<b>TOTAL éligible FEADER</b>	<b>1 046 601,02 €</b>	<b>601 680,84 €</b>

Financier	Subvention sur assiette FEADER	Taux d'intervention aides pub.
<b>FEADER</b>	<b>11 173,30 €</b>	<b>01,86 %</b>
DETR	300 840,65 €	50,00 %
Région BFC partie logements	131 740,33 €	21,90 %
Région BFC partie abords des logements	8 694,59 €	01,44 %
Département 21	5 000,00 €	00,83 %
SICECO	23 895,79 €	03,97 %
<b>Total aide publique</b>	<b>481 344,66 €</b>	<b>80,00 %</b>
Autofinancement « privé »	120 336,18 €	20,00 %
<b>Total</b>	<b>601 680,84 €</b>	<b>100,00 %</b>